



## Déclaration de la FNEC-FP FO 31 au CTSD du 9 décembre 2022

Monsieur le DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Tout d'abord, Monsieur le DASEN, nous vous souhaitons, au nom de la fédération la bienvenue dans notre département et bon courage à vous. Nous demanderons prochainement une audience.

Nous avons malheureusement l'habitude des instances bilan de rentrée en décembre et cette année ne déroge pas à la règle. Mais cette année particulièrement, le choix de la date initiale ou de celle d'aujourd'hui démontre un certain mépris à l'égard du travail des délégués syndicaux et une grande désorganisation des services du rectorat. Nous étions jusqu'à hier soir en période d'élections professionnelles et le dépouillement a eu lieu jusque tard dans la soirée. La FNEC FP-FO tient à remercier les personnels des services du ministère et des services déconcentrés pour le travail effectué lors de ces élections professionnelles. Elle note toutefois que la réduction du nombre des agents et la bascule vers RenoïRH ne sont pas sans conséquences sur les conditions de travail des personnels et la préparation des élections. Elle ne peut par ailleurs que constater que suite à des difficultés techniques inhérentes au principe du vote électronique, certains personnels ont été empêchés de voter, ce qui est inacceptable. Nous nous félicitons de la confiance que nous ont accordé nos collègues lors de ces élections professionnelles. Notre progression forte et constante depuis 15 ans nous démontre que les revendications Force Ouvrières correspondent aux demandes des collègues.

Malgré un envoi des documents dans les temps et nous remercions les services, ce CTSD bilan de rentrée n'a pas pu être préparé avec autant de rigueur que celle dont nous faisons preuve d'habitude.

Nous avons également l'habitude des bilans chiffrés via des moyennes qui masquent les particularités de notre département. Le nombre d'élèves moyens par classe en Haute-Garonne peut se calculer simplement mais ne veut strictement rien dire dans un département où certaines classes sont à 12, d'autres à 24, à 27 ou à 30, dans un département où la ville de Toulouse comptabilise presque  $\frac{1}{4}$  des écoles et des élèves du département. Dans un département si disparate que le nôtre, les chiffres ne donnent que peu de sens à ce qui se vit sur le terrain. Vous pouvez continuer à vous féliciter d'améliorer le nombre moyen d'élèves par classe de 0,2 chaque année mais puisque cela ne veut rien dire, est-ce bien nécessaire?

La réalité est moins rose que celle suggérée par ces chiffres tout-puissants. Il est tentant de masquer le manque de postes d'enseignants sous statut par un recrutement massif de contractuels mais personne n'est dupe ! D'autres données nous intéressent et pourtant ce sont les grandes absentes de ces bilans de rentrée. Le nombre de journées sans remplaçant dans les classes? Le nombre de TR sur des remplacements à l'année? Le nombre de contractuels recrutés depuis la rentrée ? Sur quels postes ? Le nombre de TR

bloqués dans une école pour un dispositif d'accompagnement? Le nombre de journées non remplacées des AESH? Le nombre d'élèves en attente d'une place dans un établissement spécialisé? Combien d'élèves notifiés dans le département ? Combien d'élèves notifiés sont non accompagnés ? Combien avec un accompagnement mutualisé ? Nous avons aussi l'habitude de changer d'IA et donc d'interlocuteur au milieu des phases de carte scolaire ou avant la phase de bilan.

Votre prédécesseur lui-même en convenait, la situation de la Haute-Garonne est compliquée. Nous étions d'accord sur un point : les besoins sont structurels dans notre département. Nous manquons de postes et il n'a pas été possible d'ouvrir partout où cela était nécessaire. 68 fermetures de classes sur la dernière carte scolaire sont venues renforcer les difficultés déjà présentes et le mal être sur le terrain. Nos conditions de travail se dégradent et les contre-réformes imposées par notre gouvernement affaiblissent notre Ecole.

La FNEC FP-FO, revendique :

- le recrutement massif, exclusif et immédiat de personnels sous statut de fonctionnaire d'Etat
- le ré-abondement de la liste complémentaire
- les ouvertures de postes nécessaires et l'arrêt des fermetures
- pas une classe à plus de 25 en maternelle comme en élémentaire
- l'organisation à très court terme d'un concours supplémentaire de recrutement de Professeurs des Écoles ouvert aux étudiants de niveau L3, afin d'élargir le vivier des candidats et de permettre que chaque poste dans notre département soit pourvu par des enseignants sous statut
- l'abandon de la masterisation et de la réforme Blanquer des concours
- le retour à un recrutement à Bac+3 avec une véritable formation professionnelle initiale rémunérée
- l'abandon définitif des évaluations d'écoles
- un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH et les AED
- concernant l'école inclusive, nous vous demandons que, conformément au décret 2020-515 du 4 mai 2020, « un rapport des travaux menés par le comité départemental de suivi de l'école inclusive » soit « adressé annuellement au conseil départemental de l'éducation nationale ».

FO exige :

- l'abrogation de la « loi de transformation de la Fonction publique »
- l'augmentation générale des traitements, des salaires, des pensions et des retraites L'augmentation indiciaire immédiate de 183€ pour tous les personnels sans contreparties
- l'augmentation de 22% de la valeur du point d'indice pour rattraper le pouvoir d'achat perdu par les fonctionnaires ces 20 dernières années
- Abandon de toute nouvelle contre-réforme des retraites